



CCIG info

Bulletin d'information de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Relations Suisse-UE

Six options se présentent pour remédier à l'échec des négociations sur l'accord-cadre entre la Suisse et l'UE. ► **PAGE 3**

Innovation ouverte

Le 6^e Open Geneva, soutenu par la CCIG, se tiendra du 17 au 27 mars. Le point avec sa directrice exécutive. ► **PAGE 5**

Commerce international

La CCIG propose un Certificat en commerce international dans le cadre d'un cycle de formations. ► **PAGE 8**

REMI(COM)
 LOCAUX COMMERCIAUX - COMMERCE - ENTREPRISES
LE SPÉCIALISTE EN TRANSMISSION D'ENTREPRISES
 www.remicom.com - 022 700 22 22

Nous créons votre société en Suisse pour seulement **CHF 999.-**
STARTSARL.ch

BESOIN D'ARGENT POUR VOTRE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ?
 www.creditprofacile.ch

Transports aériens

AERIA+, une nouvelle association pour promouvoir et défendre l'infrastructure aéroportuaire

« Association économique romande pour une infrastructure aéroportuaire performante » : tel est le nom complet de cette nouvelle association présentée officiellement le 10 février 2022 et créée à l'initiative des milieux économiques romands. Comme son nom l'indique, elle souhaite promouvoir et défendre la présence d'une infrastructure aéroportuaire performante dans l'intérêt de toute l'économie régionale. Le point sur le positionnement de AERIA+ et les défis qui l'attendent.



Depuis un certain nombre d'années, l'infrastructure aéroportuaire genevoise, et plus largement le

secteur aérien, doit faire face à des contraintes multiples ainsi qu'à une politisation accrue des enjeux

autour de son activité. Les avantages évidents que représente la possibilité de se déplacer et d'échanger de la marchandise facilement et rapidement par la voie aérienne sont de plus en plus questionnés en raison des nuisances et des risques qui accompagnent ce mode de transport.

En effet, au niveau local, l'acceptation de l'initiative cantonale 163 « Pour un pilotage démocratique de l'Aéroport de Genève » le 24 novembre 2019 témoigne peut-être d'un tournant dans le rapport qu'entretient une partie de la population avec cette infrastruc-

ture. Au niveau global, les objectifs de réductions des émissions de CO₂ sont évidemment au cœur des préoccupations. Compte tenu des objectifs climatiques ambitieux que s'est fixés la Suisse, l'aviation doit nécessairement apporter sa contribution à la réduction des gaz à effet de serre. Le secteur est donc sous pression et met tout en œuvre pour trouver des solutions innovantes afin de concilier rapidement ces objectifs avec son activité commerciale.

À ces contraintes environnementales s'ajoutent celles qui se sont immiscées depuis deux ans, à

savoir les restrictions de voyage pour motif sanitaire et les risques épidémiologiques induits par les transports internationaux. La pandémie de Covid-19 a plongé l'aviation commerciale dans la plus longue crise qu'elle ait connue et, à l'heure d'écrire ces lignes, rien ne permet d'envisager avec certitude une reprise complète en 2022.

Le 17 janvier 2022, Genève Aéroport dévoilait ses principaux chiffres concernant la fréquentation de la plateforme au cours de l'année 2021 : si une légère amélioration par rapport à 2020 est effectivement constatée, la situation reste

suite page 2

Développez vos compétences en management !

Formations en management et leadership. Focalisées sur la pratique, ces formations délivrent des outils concrets, transférables dans votre quotidien professionnel.



déléguer et responsabiliser

gestion du temps pour manager

négociation professionnelle

prise de parole en public - d'acteur à auteur



GILLES RUFENACHT
Président



Un partenariat inédit pour l'innovation au service des ODD*

La CCIG et la Fongit ont conclu, le 28 janvier dernier, un partenariat public-privé dont le but est d'accélérer les processus d'innovation de l'économie au service du développement durable avec, pour objectif ultime, de renforcer l'attractivité et la compétitivité de Genève.

L'idée de ce partenariat stratégique est de mettre en lien le monde des entreprises et des investisseurs avec la Fongit et les startups qu'elle développe et fait grandir.

Concrètement, la CCIG contribuera au FIF à hauteur de 150 000 francs sur une période de trois ans, à raison de 50 000 francs par an. Elle s'associera à la promotion de ce fonds, notamment en fédérant d'autres contributeurs représentatifs du milieu économique genevois.

Même si l'une est une association privée et l'autre est soutenue par l'Etat, nos deux institutions partagent la même ambition pour l'écosystème genevois: un tissu économique diversifié, durable et innovant, constitué d'entreprises se développant de manière pérenne et créant de la valeur ajoutée pour le canton, mesurée en termes d'emplois. Le partenariat que nous avons conclu incarne cette communauté de vue.

La CCIG a la chance d'être constituée à la fois d'un réseau de membres entreprises mais aussi d'investisseurs. Nous allons constituer un club, appelé « le Club de la Chambre », qui réunira ces derniers. Ils auront un accès privilégié à ces jeunes pousses qui bénéficieront elles-mêmes d'importants leviers de croissance. Et pourquoi pas, un jour, de faire émerger un nouveau Google dans notre tissu économique, ce qui – avouons-le – est un peu le rêve de Genève.

Cette dynamique que la Chambre va insuffler à la Fongit constitue l'ADN même de la CCIG: faire prospérer Genève, développer l'emploi par l'intermédiaire de l'innovation et de nouvelles entreprises qui ne demandent qu'à se développer au sein de notre tissu économique et garantir par la même occasion des emplois durables.

Pour voir le communiqué de presse: www.ccig.ch/blog

ÉDITORIAL

► suite de la page 1

extrêmement difficile après deux années grevées par la pandémie. En 2021, du côté du trafic de passagers, Genève Aéroport a accueilli 5 923 026 passagers, soit 5,8 % de plus qu'en 2020, mais 67 % de moins qu'en 2019 (situation pré-pandémie). Du côté du fret, le tonnage annuel du fret avionné et camionné traité à Genève Aéroport s'est élevé à 58 094 tonnes, soit une progression de 14,7 % par rapport à 2020 et une baisse de 27,9 % par rapport à 2019. Les 99 249 atterrissages et décollages enregistrés en 2021 restent ainsi largement en-dessous des 186 043 mouvements constatés en 2019*. La situation est donc loin d'être rassurante pour la principale plateforme aéroportuaire de la région qui, en 2019, générait 4,1 milliards de francs de plus-value et représentait 33 600 emplois directs, indirects et induits.

Répondre aux défis

Fort de ces constats, plusieurs associations et entités économiques romandes se sont réunies à l'initiative de la CCIG afin de constituer AERIA+. Les membres fondateurs ayant financé le lancement et dont un représentant siège au comité de l'association sont:

- La Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie
- La Fédération des Entreprises Romandes Genève
- La Fondation pour Genève
- Le Centre patronal
- Le Groupement des entreprises multinationales
- La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

L'association a vocation à réunir le plus grand nombre d'entreprises ayant besoin d'une plateforme aéroportuaire performante pour exercer leur activité économique. Le positionnement de l'association se veut régional, économique et tourné vers des solutions pragmatiques permettant notamment de concilier les nuisances environnementales avec des capacités et des performances répondant aux besoins de l'économie.

Régional, car la zone de chalandise de la plateforme aéroportuaire de Cointrin regroupe quelque six millions de personnes dans un rayon de 150 km. En tant qu'aéroport « point à point », la plateforme genevoise agit en premier lieu au service de la région, de sa population et de son potentiel de développement. Elle est un catalyseur de l'attractivité de toute une

formation et de recherche, de culture, de relations diplomatiques, de contacts familiaux et de découverte du monde. Cet espace régional économique et de vie comprend principalement la « métropole lémanique » selon la définition actuellement retenue au niveau de la politique fédérale en matière de transport, à savoir: les cantons de Genève et de Vaud, une partie du canton de Fribourg et du Valais, le Sud du Léman, la vallée de l'Arve et le Pays de Gex.

Economique, car les entreprises ont besoin de cette infrastructure qui est un véritable moteur et un garant de la prospérité régionale grâce à ses nombreux apports indirects: importation de matériaux et de composants, exportation de biens à forte valeur ajoutée, contacts commerciaux, tourisme, etc. L'infrastructure aéroportuaire sert également de laboratoire pour l'innovation et l'expérimentation, notamment dans des domaines tels que la numérisation, la sécurité, l'utilisation des énergies, la green tech, les nouveaux modes de transport ou l'intermodalité.

Pragmatique, car l'infrastructure aéroportuaire doit s'adapter aux contraintes énumérées précédemment. En particulier, il s'agit de prendre en compte les nuisances engendrées par cette activité et de

trouver des solutions afin de limiter ces effets négatifs. Il s'agit également de se donner les moyens de s'adapter à l'évolution de la demande afin de s'assurer que l'infrastructure évolue en adéquation avec les besoins des entreprises et de la population. Le marché de l'aviation étant très volatile – il l'a été d'autant plus ces deux dernières années –, l'infrastructure aéroportuaire doit notamment être en mesure de réagir instantanément pour garantir la disponibilité des services demandés à un prix raisonnable. En termes de capacité, cela signifie qu'elle doit faire preuve de résilience et de flexibilité pour adapter son offre aux grandes variations de la demande, que ce soit pour le fret ou le transport de personnes.

Une association en plein envol

Lancée officiellement le 10 février 2022, AERIA+ est en pleine phase de décollage et recrute activement des membres avec pour objectif d'atteindre rapidement une taille critique lui permettant d'exercer une influence dans le débat public et de poursuivre ses buts. L'association est ouverte à toutes les entreprises et associations partageant cette vision et souhaitant contribuer à la promotion et à la défense d'une infrastructure aéroportuaire performante (voir encadré). ■

AERIA+
ASSOCIATION ÉCONOMIQUE ROMANDE POUR UNE
INFRASTRUCTURE AÉROPORTUAIRE PERFORMANTE

Rejoindre AERIA+

Votre entreprise ou votre association est cliente, fournisseuse et/ou bénéficie directement ou indirectement de la plateforme aéroportuaire genevoise? AERIA+ a besoin de vous pour promouvoir et défendre cette infrastructure indispensable pour l'économie régionale. L'activité d'AERIA+ vise à:

- Représenter les besoins et les intérêts de l'économie romande en matière de desserte aérienne de qualité par des interventions et des campagnes au niveau politique et médiatique auprès de tous les milieux concernés.
- Servir d'interface entre les milieux économiques et l'aéroport, respectivement les instances au niveau stratégique et régulateur.
- Convaincre l'opinion publique de l'importance stratégique pour l'économie de l'Aéroport international de Genève.
- Contribuer à la compétitivité de l'infrastructure aéroportuaire romande, dans le respect des principes de durabilité.
- Faciliter un échange informé et constructif entre ses membres et les autres acteurs.
- Valoriser les intérêts communs et de mettre en avant les opportunités.

■ POUR EN SAVOIR PLUS ET ADHÉRER À AERIA+: www.aeria.ch

Pour comprendre et faire comprendre les enjeux!

Connecter et informer les entreprises à Genève

Vous souhaitez faire connaître le CCIGinfo à d'autres collaborateurs ou disposer d'exemplaires supplémentaires pour vos visiteurs, vos partenaires, etc. ?

Envoyez votre commande à publications@ccig.ch, en indiquant le nombre d'exemplaires souhaités ainsi que l'adresse postale.



Et pour retrouver et partager l'actualité politique et économique, rendez-vous sur notre page Facebook



Relations avec l'Union européenne

Mélodrame Suisse/UE : quel sera le prochain acte ?

La Suisse et l'Union européenne doivent trouver un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle les a placées l'échec des négociations sur l'Accord cadre, tout le monde s'accorde sur ce point. Mais de quelle façon, là est la question. L'étude dirigée par la professeure Astrid Epiney sous mandat de la Fédération des entreprises romande (FER Genève) et du Groupement des Entreprises Multinationales (GEM) clarifie les options possibles.



Il y a désormais vingt ans de cela, la Suisse votait contre l'intégration à l'Espace économique européen (EEE). Afin de maintenir tout de même des échanges de haute intensité, les relations entre la Suisse et l'Union européenne se sont longtemps basées sur un ensemble d'accords bilatéraux et sectoriels. Les premiers, les « Bilatérales I » (1999) et les « Bilatérales II » (2004), représentent respectivement deux paquets d'accords comprenant une intégration partielle aux droits et obligations de l'Union européenne (UE.) Il s'y ajoute une constellation d'accords dits sectoriels, relatifs à des domaines spécifiques et signés au fil du temps tels que l'accord de libre-échange (1972) ou celui dans le domaine des assurances (2013).

Ces accords ne s'inscrivent cependant pas dans un cadre institution-

nel global, ce qui entraîne une forme d'insécurité sur le plan juridique. En effet, en cas d'interprétation divergente du droit, de conflit, dans le cas du renouvellement d'accords ou de la participation à des programmes, l'une des parties contractantes peut unilatéralement dénoncer ou ne pas renouveler l'accord/le paquet d'accords. Comme le mentionne la professeure Epiney, cela a pour conséquence que « le poids politique des acteurs joue un rôle important dans les relations entre la Suisse et l'Union européenne, au détriment du droit. »

Alors que l'UE sollicite depuis 2008 un règlement des « questions institutionnelles » qui soit transversal, il est aussi fortement dans l'intérêt de la Suisse de stabiliser la situation du point de vue juridique afin de ne plus dépendre de pressions politiques. Mais alors, quelles sont les

principales options qui s'offrent au Conseil fédéral? La professeure en souligne six :

- 1 Maintenir le statu quo : les relations continuent de se baser sur les accords existants, lesquels s'érodent au fil du temps. La Suisse adapte de manière autonome sa législation au droit européen et la conclusion de nouveaux accords n'est pas prévue.**
- 2 Développer l'accord de libre-échange de 1972 : un libre-échange de certains produits et services est garanti et la Suisse adapte de manière autonome sa législation au droit européen. Il n'y a pas de reconnaissance mutuelle (notamment de standards) et la Suisse ne peut pas accéder au marché intérieur européen.**

3 Négocier un nouvel accord-cadre : le Conseil fédéral adopte un mandat de négociation en vue d'une nouvelle édition de l'accord-cadre. Pour entamer le processus, cela suppose à la fois que l'UE soit disposée à faire de même et qu'il y ait la volonté de part et d'autre de résoudre les problèmes soulevés lors de la première négociation.

4 Lier des aspects institutionnels à des accords sectoriels : cela implique une reprise dynamique du droit européen dans certains secteurs ainsi que l'existence d'un mécanisme de règlement des différends. La position de l'UE face à cette proposition est néanmoins incertaine.

5 Adhérer à l'EEE : la Suisse accède au marché intérieur européen et intègre de larges parties des droits et obligations de l'UE dans sa législation nationale, l'adaptant de manière dynamique au droit européen. Un mécanisme de règlement des différends est également prévu.

6 Adhérer à l'UE : la Suisse intègre entièrement le marché intérieur européen et jouit de droits de participation au processus législatif. Le pays adapte de manière contrai-

gnante sa législation au droit européen et intègre les obligations de l'UE dans tous les aspects qui concernent cette organisation supranationale, tels que la politique de commerce extérieur.

Il est urgent que la Suisse se positionne sur la relation future qu'elle souhaite développer avec l'UE. Actuellement, le pays subit déjà l'érosion d'un accord existant et risque fort de voir ce processus s'accroître à brève échéance. Par ailleurs, dans des domaines non compris dans des accords (par exemple, la participation au plus grand programme de recherche au monde « Horizon Europe »), la Suisse se retrouve dans l'impossibilité d'en conclure de nouveaux. De surcroît, en l'absence de mécanisme de règlement des différends, des mesures unilatérales de non-reconnaissance de certains standards peuvent être prises par l'UE, comme dans le cas de l'équivalence boursière.

La détérioration des relations actuelles entre les deux blocs est telle que la coopération est rendue difficile dans de nombreux domaines. Il est temps de « stopper l'hémorragie » et de mettre en œuvre une solution pragmatique qui tienne compte des nombreux intérêts économiques, socio-environnementaux, culturels, sécuritaires et géopolitiques en lien avec le partenaire historique qu'est l'UE pour la Suisse. ■

Pour une prospérité économique et durable, le Diagnostic Durabilité

Vous souhaitez intégrer les objectifs de durabilité dans votre stratégie d'entreprise mais ne savez pas par où commencer ?

La CCIG vous propose deux options :

- Des services à la carte (Diagnostic de performance environnementale, Eco-innover son modèle d'affaire, Empreinte carbone).
- Deux demi-journées d'atelier de sensibilisation, en petit groupe

Pour en savoir plus : www.ccig.ch/diagnostic-durabilite



Cybersécurité

CyberPeace Builders : après 6 mois, quel bilan ?



L'équipe de CyberPeace Builders, CyberPeace Institute : Alexandru Lazar, Ottavia Galuzzi, Fabien Leimgruber et Adrien Ogée.

Dans le CCIGinfo d'août 2021, à l'occasion du lancement du programme CyberPeace Builders, la CCIG annonçait son partenariat avec le CyberPeace Institute. Ce programme unique de collaboration entre le secteur privé et la société civile atteste d'un engagement fort de la communauté d'experts en cybersécurité à soutenir les ONG.

Il y a six mois, à Genève, le CyberPeace Institute lançait un programme unique en son genre destiné à apporter gratuitement une assistance aux organisations non gouvernementales (ONG) du secteur humanitaire pour leurs problématiques cyber. Ces ONGs qui, partout dans le monde, protègent des populations vulnérables, se retrouvent également trop souvent la cible de cyberattaques.

Stéphane Duguin, directeur exécutif du CyberPeace Institute, fait le point : « Les CyberPeace Builders sont un réseau de bénévoles issus du monde des entreprises qui offrent à des communautés vulnérables du monde entier une cyberassistance adaptée. Il s'agit d'un concept simple qui permet de relever un défi complexe. Le réseau se concentre sur le secteur humanitaire, car c'est là que les cyberattaques sont le plus préjudiciables pour les populations civiles. Les bénéficiaires sont des ONG qui œuvrent pour l'accès à l'eau, aux soins de santé, à la nourriture, aux aliments, etc. »

Et aujourd'hui ?

Depuis le lancement du prototype de programme en juillet dernier, plus de 20 ONG – représentant les secteurs humanitaire, de la santé, de la paix, de l'éducation, etc. – ont été aidées. Et il est prévu d'élargir le rayonnement des CyberPeace

Builders, afin de proposer le programme aux ONG en Afrique et en Amérique latine dès 2022.

L'objectif de CyberPeace Builders est d'aider 100 ONG d'ici fin 2022 et 1000 d'ici fin 2025, la qualité primant sur la quantité. En poursuivant ce but, les bénévoles apprennent à bien connaître les obstacles et les besoins du secteur humanitaire. Cela leur permet de mieux comprendre les raisons systémiques de ces attaques afin de mieux les contrer. L'objectif est d'initier un changement profond qui verrait la fin des cyberattaques contre les ONG.

Pour l'heure, trente volontaires sont intégrés au programme. L'objectif est d'en recruter 300 l'an prochain et 3000 d'ici 2025. Ces volontaires viennent de tous les horizons cyber : experts en cybersécurité, en protection des données, en transformation numérique et en infrastructure technique. Ils ont pour point commun une soif de changement dans le cyberspace et une conscience aiguë de leur responsabilité sociétale.

Les CyberPeace Builders ont par exemple offert une formation interactive en cybersécurité au personnel d'une ONG du domaine de la santé basée à Genève. Ils ont également réalisé une rapide et complète évaluation technique d'une autre ONG, ce qui a permis d'identifier

les besoins en cybersécurité de cette dernière.

Tout soutien est le bienvenu

Animer un tel réseau implique des coûts. Il faut recruter des volontaires, les intégrer dans le réseau, les mobiliser, les soutenir, les former. Il faut aussi apporter aux bénéficiaires une aide de qualité. Tout cela nécessite des fonds et, si le programme a vu le jour grâce à la générosité de Microsoft, de Mastercard, de la William & Flora Hewlett Foundation et de la Ford Foundation, son avenir dépend de l'accroissement et de la diversification des sources de financement, dont les donations.

En six mois, le programme a été reconnu publiquement. Lors de la remise des Grands Prix de l'économie en novembre 2021, l'Institut s'est vu décerner le « Prix spécial du jury », en raison de sa volonté de réduire les dommages causés par les cyberattaques et de son rôle unique de passerelle entre la société civile et le secteur privé. Le même mois, le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP) lui a attribué le premier prix d'un concours sur l'innovation en matière de sécurité.

Les résultats positifs du programme ne l'empêchent pas d'être prudents. En effet, des groupes criminels se spécialisent dans les attaques contre les ONG : c'est un business aisé, peu risqué et très rentable. Pour contrecarrer ce modèle criminel, les CyberPeace Builders ont besoin d'aide. Que ce soit en faisant connaître le programme, en lui faisant un don ou en devenant un « CyberPeace Builder », chaque personne peut aider à faire la différence pour l'humanitaire. Tout soutien est en effet crucial pour protéger les communautés les plus vulnérables. ■

■ POUR EN SAVOIR PLUS : cyberpeaceinstitute.org

Nomination

Le directeur général de la CCIG, Vincent Subilia, a été nommé au comité consultatif du CyberPeace Institute. Composé de personnalités présentant une diversité d'expertise et de perspectives sur la cybersécurité, il a une composition internationale. « Je suis profondément honoré de me joindre au Comité consultatif de l'Institut et, par conséquent, de contribuer à son engagement local au sein du tissu genevois, en tant qu'acteur clé et contributeur sans égal au rôle de Genève comme capitale de la gouvernance numérique, en particulier dans l'espace critique de la cybersécurité », a déclaré Vincent Subilia.

Zones touristiques

Un appel à l'aide pour relancer le tourisme urbain

Le tourisme, le commerce et l'hôtellerie doivent se repositionner, car la pandémie a modifié les habitudes de voyage, de loisirs et de consommation, tel est le message fort lancé par trois cantons alémaniques au Conseil fédéral.

Depuis l'apparition de la pandémie de Covid 19, on voyage moins. Le tourisme urbain est particulièrement affecté, car les voyages d'affaires ont fortement diminué. L'hôtellerie, la restauration et le commerce de détail stationnaire dans les centres-villes en ont donc beaucoup souffert. Les ministres de l'économie de trois cantons concernés s'inquiètent de cette évolution. Carmen Walker Späh, directrice de l'économie publique du canton de Zurich, Christian Vitta, chef du département des finances et de l'économie du canton du Tessin et Fabian Peter, chef du département de la construction, de l'environnement et de l'économie du canton de Lucerne, ont tous à cœur de renforcer durablement le tourisme dans les villes suisses et de redynamiser les centres-villes après la pandémie, comme ils l'ont récemment expliqué aux médias.

Appel en faveur de l'égalité des chances

Pour que les villes soient attractives sur le plan touristique, il faut des centres animés. Une offre culturelle et de loisirs attractive ne suffit pas, il faut aussi pouvoir faire ses courses le week-end dans les quartiers touristiques, comme c'est déjà le cas depuis longtemps dans les destinations de montagne classiques. Et l'accent doit être davantage mis sur un tourisme durable. C'est pourquoi les trois membres des gouvernements cantonaux réclament la plus grande liberté d'action possible, y compris sur le plan réglementaire. Ainsi, une mesure importante consisterait à réviser l'ordonnance relative à la loi sur le travail pour permettre de créer des zones touristiques également dans les villes et les grandes localités, comme c'est déjà le cas dans la plupart des cantons de montagne.

Les directeurs de l'économie publique des trois cantons ainsi que les représentants de la branche du tourisme appellent le Conseil fédéral

à adapter l'ordonnance et à créer ainsi des conditions équitables pour tous les cantons, afin que le tourisme urbain puisse être renforcé durablement en Suisse.

La compétitivité alliée à la durabilité

Tout l'enjeu consiste à rendre les villes suisses concurrentielles par rapport à d'autres destinations urbaines en Europe. Les représentants de la branche du tourisme, Guglielmo Brentel, président de Zurich Tourisme et représentant de Swiss Citys, ainsi qu'Adrien Genier, CEO de Genève Tourisme, ont souligné que le dimanche était extrêmement important pour le tourisme de qualité en Suisse et pour les voyageurs individuels en provenance d'Europe. Les destinations de congrès urbaines telles que Genève et Zurich dépendent en outre de la promotion du tourisme de loisirs, notamment le week-end.

Le tourisme est typiquement une branche transversale. Si une partie de l'offre, telle que l'expérience de shopping – importante pour le tourisme urbain, fait défaut, cela nuit à l'attractivité de l'offre globale d'une destination. Ce qui est décisif, c'est un cocktail d'offres cohérent et attractif. En outre, la concurrence numérique mondiale, notamment dans le secteur non alimentaire, donne du fil à retordre au commerce de détail stationnaire. Le commerce en ligne a massivement profité de la pandémie de Covid-19. S'il n'existe pas de possibilités d'achat attrayantes sur place, les consommateurs utiliseront encore plus souvent Internet au détriment du commerce local, comme l'a expliqué le représentant du commerce de détail, Franco Savastano, CEO de Globus. Un tourisme urbain durable et réussi crée des emplois dans le commerce de détail, l'hôtellerie et les restaurants ainsi que dans les secteurs des transports et de la culture.

L'adaptation de l'ordonnance poserait les bases pour que les cantons puissent mener les discussions avec leurs communes sur les endroits où les zones touristiques ont un sens et sur la manière dont elles pourraient être aménagées. ■

Commerce international

Interdépendance entre commerce et santé globale



Alors qu'avant la pandémie de coronavirus, l'expression « santé globale » était principalement comprise en relation avec les pays en développement ou une poignée de maladies infectieuses (parmi lesquelles le VIH/sida), la crise actuelle a rappelé qu'en réalité, la santé globale concerne bien la population du monde entier.



C'est ce qu'a rappelé la codirectrice du Centre de santé globale du Graduate Institute Geneva, **Suerie Moon**, à l'occasion d'une conférence dédiée fin octobre dernier au commerce et à la santé, organisée conjointement par la CCIG et la Chambre de commerce internationale.

La pandémie a mis en lumière à quel point non seulement les personnes mais aussi les nations sont interdépendantes, puisque les mesures prises – ou non – par les contrées voisines ont une influence sur le degré de protection du pays. Certains secteurs de l'économie dépendent également fortement de la bonne marche d'autres domaines d'activité : c'est le cas du commerce et de la santé. Si le secteur de la santé a besoin de la croissance économique générée par les activités commerciales pour prospérer, le coronavirus a montré que, sans un minimum de santé, le commerce peut s'arrêter complètement.

Une autre leçon à tirer, principalement pour les pays riches, a souligné Suerie Moon, est que, lors de l'apparition d'une maladie infectieuse, il est indispensable d'agir rapidement et fermement, souvent bien avant de disposer de toutes les informations utiles. L'experte espère que cet enseignement sera retenu par les décideurs : lorsqu'on est face à une épidémie, il est préférable de surréagir, explique-t-elle.

PME et innovation

Les entreprises jouent un rôle important dans la production de matériel médical, de dispositifs de protection et de vaccins, notamment. Pour la codirectrice du Centre de santé globale, une attention accrue devrait être accordée aux innovations technologiques apportées par les PME. Dans le domaine pharmaceutique en particulier, observe-t-elle, un nombre croissant de nouveaux médicaments, vaccins ou méthodes de diagnostic proviennent de petites et moyennes entreprises, alors qu'ils étaient préalablement issus de très grandes entreprises.

Suerie Moon s'interroge sur le modèle d'affaires que choisiront ces PME : se basera-t-il sur celui des grandes entreprises, sachant que ce modèle même se trouve parfois en porte-à-faux avec l'objectif de santé globale ? Ou les PME sauront-elles, là aussi, se monter innovantes en développant des technologies médicales accessibles à tous, répondant ainsi réellement à l'intérêt public ? ■

Innovation

La crise n'a pas freiné l'innovation, bien au contraire

Depuis 2018, la CCIG est partenaire d'Open Geneva, qui a pour but de promouvoir l'innovation ouverte à Genève. La sixième édition du Festival d'innovation ouverte que l'association organise se tiendra du 17 au 27 mars 2022. L'occasion de faire le point avec **Julia Dallest**, directrice exécutive d'Open Geneva.

Comment caractérisez-vous l'évolution d'Open Geneva depuis sa création ?

Depuis sa création en octobre 2017, Open Geneva est passé d'une « petite » association à un acteur de référence dans l'écosystème d'innovation à Genève et au-delà.

L'innovation frugale – faire beaucoup avec peu de ressources – et le travail en synergie avec nos partenaires du secteur privé, public et universitaire expliquent notre fort développement à l'échelle locale et internationale.

Concrètement, qu'est-ce qu'Open Geneva a contribué à créer, à faire émerger ?

La mission d'Open Geneva est de démocratiser la pratique de l'innovation ouverte dans le Grand Genève et au-delà, notamment en organisant des hackathons. Ces moments d'innovation sont souvent considérés comme servant à générer des startups ou de l'intrapreneuriat. Cependant, nous considérons que les hackathons sont en plus des moments uniques d'apprentissage à travers l'intelligence collective, pendant lesquels les participants contribuent et reçoivent selon une forme d'aide mutuelle. Avec plus de 5000 personnes ayant pratiqué l'innovation ouverte au travers des hackathons, Open Geneva a contribué à développer une culture de l'innovation unique à Genève.

Comment vous situez-vous dans l'écosystème de l'innovation à Genève et en Suisse ?

Notre association à but non lucratif occupe aujourd'hui une place notable dans l'écosystème d'innovation en Suisse romande, en particulier à Genève. Grâce à notre communauté de plus de 3000 innovateurs et partenaires locaux et internationaux, Open Geneva est un acteur majeur pour mobiliser les citoyens dans les événements d'innovation. Si nos partenariats avec la Genève internationale se renforcent en 2022, notre collaboration à l'échelle nationale doit encore se développer.

Vous avez dû vous adapter à la pandémie ; qu'en avez-vous retiré ?

À la suite du premier « tsunami covid-19 » de 2020, Genève, la Suisse et le monde entier ont pu expérimenter l'interface phygitale* entre l'espace physique et en ligne. Pour Open Geneva, l'enjeu était d'importance, puisque les hackathons sont généralement des événements d'innovation qui ont pour but d'encourager les interactions sociales en vue de maximiser l'intelligence collective et la créativité.

Après une année 2020 d'expérimentation, notre objectif 2021 était de faire mentir les idées selon lesquelles les hackathons ne peuvent pas être organisés en ligne ou alors offrent une expérience dégradée par rapport à un événement dans l'espace physique. Après plusieurs hackathons organisés en ligne, nous avons trouvé que l'expérience est certes différente, mais pas nécessairement de moins bonne qualité. Au contraire, nous avons constaté que, lorsque l'environnement est bon, non seulement les gens s'investissent, mobilisent l'in-



Après 24 h de hackathon, des participants présentent une maquette de leur solution pour un nouveau quartier.

telligence collective et cocréent efficacement en ligne, mais certains utilisent aussi cet environnement comme un « safe spot ».

Notre expérience de l'organisation de hackathons en ligne nous a permis de développer notre mission dans un Très Grand Genève, qui inclut par exemple Singapour et la Chine. Cette possibilité est très positive pour la promotion de l'innovation ouverte et génère des défis passionnants à résoudre en termes d'inclusion locale ou globale. Concrètement, à Genève, nous faisons face à un défi d'inclusion linguistique entre les francophones et les anglophones. S'assurer que les innovateurs puissent communiquer sans barrière est évidemment un enjeu clé de l'innovation ouverte.

La CCIG est partenaire d'Open Geneva depuis plusieurs années. Comment jugez-vous ce partenariat ?

Ce partenariat fidèle depuis 2018 a contribué au développement de l'association et à renforcer sa place dans l'écosystème genevois. Open Geneva souhaite inclure les entreprises locales et internationales, petites et grandes, dans cette culture de l'innovation ouverte. En ce sens, la relation de confiance avec la CCIG nous permet d'accéder à ce tissu d'acteurs essentiels pour innover. ■

Les grandes lignes du prochain festival

La 6^e édition du Festival d'innovation ouverte Open Geneva est destinée à toutes les personnes qui souhaitent s'engager pour l'avenir ! De multiples événements d'innovation – workshops, hackathons, conférences – sur les thématiques de la durabilité, de l'innovation sociale et sociétale, de la santé globale et de la transformation numérique se dérouleront en présentiel et/ou en ligne partout dans Genève.

■ POUR EN SAVOIR PLUS : opengeneva.org

* Contraction entre les mots « physique » et « digital », ce néologisme décrit, dans le domaine du marketing, la rencontre entre le point de vente physique et les technologies du monde digital (par exemple bornes tactiles).

Sécurité

Les contre-mesures : un domaine qui s'est bien « dépolssiéré »

© bernardhermant/unsplash



Parmi les secteurs d'activité économiques, celui de la filature et des contre-mesures par des détectives privés est sans doute l'un des plus intrigants. Mais les demandes et pratiques ont changé, en raison surtout de la cybercriminalité croissante. Plongée dans un monde méconnu et passionnant.

Quand on parle de micros cachés ou de « dépolssiéage » (recherche de matériel espion), les clichés de films d'espionnage viennent forcément à l'esprit. Ces « contre-mesures » de détectives – pour indiquer qu'on réagit à une agression et non qu'on la provoque – répondent pourtant chaque jour à des demandes de particuliers et d'entreprises.

De quelles requêtes parle-t-on ? Les filatures ne sont pas destinées uniquement – pour les particuliers – à découvrir une relation extra-conjugale mais servent à réviser des pensions alimentaires, à surveiller des fréquentations de mineurs ou – pour les entreprises – à dénoncer une concurrence déloyale et un arrêt de travail abusif. Prenons l'exemple d'un PDG qui se sent oppressé par un concurrent acharné ou qui aimerait réunir des preuves pour confondre un collaborateur menaçant. L'espionnage économique ou les cabales internes sont plus fréquents qu'on ne l'imagine.

Place à l'ère du e-detective

« Le plus couramment, nous sommes amenés à vérifier les salles de meetings, lieux favoris où pourraient se trouver des micros cachés, ainsi que les bureaux de direction. Un directeur de société peut en effet recevoir un salarié, un fournisseur, un concurrent ou un soi-disant prospect venu pour infiltrer, qui peut laisser un dispositif illégitime de micros espion der-

rière lui », explique Charles (nom fictif), membre de Angel Détectives, une succursale de Sabrina Benezet SA, et qui tient à garder l'anonymat.

Ce bureau se compose de spécialistes actifs dans tout l'arc lémanique. Son activité principale est désormais celle du « e-detective ». Une nouvelle ère pour le contre-espionnage s'est en effet ouverte avec l'usage intensif des réseaux sociaux et d'internet. Il consiste à vérifier des données numériques sur ordinateurs, tablettes et portables et à effectuer des audits de sécurité numérique. Angel Détectives effectue des filatures avec toutes sortes de moyens techniques dernier cri (véhicules ou appareils). Les appareils de détection de nouvelle génération, dont certains coûtent 200 000 francs, sont des traqueurs très fiables et permettent que la preuve soit établie de manière irréfutable.

Des pratiques agréées et des critères stricts

« Evidemment, on ne peut – ni ne veut ! – procéder à des écoutes téléphoniques, ni espionner une voisine un peu envahissante », précise Charles. Les pratiques sont agréées par les autorités cantonales et la Loi de Protection des Données (LPD) est strictement respectée. Il ajoute : « Mais la loi est plus permissive en Suisse qu'en France en ce qui concerne les contre-mesures ». Chaque mandat est souposé pour

savoir s'il est acceptable et comment il convient de mener l'enquête.

La durée des missions est variable mais convenue d'avance ; le prix, lui, est fixé selon des critères stricts. Concernant le coût de la contre-mesure, celui-ci est fixé au m² pour les bureaux et immeubles d'habitation, les avions et navires et au forfait pour les voitures, camions et motos. « Notre but ultime est d'obtenir un résultat win-win, comprenant un débriefing et la remise d'un rapport détaillé », explique Charles.

Mais quelles sont les entreprises qui font appel à de tels services ? Pas forcément des firmes internationales, mais plutôt des PME – tous secteurs confondus – qui ne disposent pas de protections adéquates. Les mandats sont quasiment toujours de hauts cadres ou directeurs, forcément les plus exposés. « Beaucoup hésitent à prendre contact pensant que les mandats sont chers et illicites, alors qu'ils sont souvent brefs et ciblés. On privilégie la qualité à la quantité de dossiers », conclut Charles.

Des sociétés historiques qui se modernisent

De son côté, Protectas SA, qui possède une antenne genevoise au Grand-Saconnex, ne fait plus de protection rapprochée, si ce n'est pour des organisations internationales. La grande société propose désormais plutôt un « accompagnement de personnes », à savoir la sécurisation, par exemple au domicile, à travers un ensemble de solutions technologiques telles que télésurveillance, boutons d'alerte intelligents et services d'intervention.

On le voit, le monde de la surveillance a bien évolué ces dernières années, et se transformera sans doute très vite encore. ■

Communication internationale

Genève a une belle carte séduction à jouer !



À l'occasion d'une rencontre organisée par la société d'audit, de services fiduciaires et de conseil BDO fin novembre dernier, le directeur de Présence Suisse* Nicolas Bideau a montré les atouts que la Suisse, et a fortiori Genève, pouvait brandir sur la scène internationale.

Le Nation branding, autrement dit la gestion de la marque d'un pays, est une notion à travailler sans cesse. « Rien n'est jamais acquis » a fait comprendre Nicolas Bideau, directeur de Présence Suisse. Le « test du taxi », à savoir la révélation des clichés associés à un pays, indique le travail à mener pour tantôt cultiver ces standards, tantôt les faire évoluer. L'imagerie helvétique que constituent les montres, le chocolat et les montagnes est tenace. Mais certains faits d'actualité, en particulier l'ouverture des pistes de ski en pleine pandémie de 2020-21 et la rupture de l'accord-cadre européen, l'ont aussi desservie. Et que dire des images de paradis fiscal ou de fonds en déshérence qui lui collent encore à la peau ! Quoi qu'il en soit, c'est un fait, la Suisse se classe dans le top 10 des pays à la meilleure qualité de vie et au plus fort indice d'attractivité.

Des événements retentissants tels que l'Expo Universelle de Dubai (avec ses millions de visiteurs attendus) sont l'occasion de reformuler certains messages ou de rappeler de belles choses. D'où la contribution active de Présence Suisse à l'étranger. « Nous avons une nouvelle histoire à raconter », explique Nicolas Bideau. Cet effort est d'autant plus crucial que la Suisse manque de main-d'œuvre dans certains domaines et ne parvient pas toujours à retenir ses talents.

Des freins et des espoirs à prendre en compte

La Suisse subit aussi les contrecoups de ses relations chancelantes avec

l'Europe. « Il sera difficile de rassurer sur le plan politique à coups de milliards de cohésion. Il faut laisser un peu – mais pas trop – le temps faire son œuvre dans la négociation, car l'Union européenne a besoin des compétences de la Suisse dans bien des domaines. Personne n'a à gagner d'un affaiblissement de ses voisins », complète Nicolas Bideau.

Les futures générations constituent aussi un espoir de faire évoluer les atouts à mettre en avant ; elles lanceront spontanément la Suisse dans l'ère des nouvelles technologies et du développement durable. « Nos enfants sont conscients de l'urgence climatique et des outils innovants » ajoute-t-il. De gros défis sont toutefois à relever, si l'on pense par exemple à la pérennité de la compagnie aérienne Swiss, malmenée par la crise.

Des attraits à exploiter pour Genève

En ce qui concerne la Genève internationale, ses attraits sont multiples. « Il faut les valoriser encore davantage, c'est ce qui la distingue d'une autre ville de province » rappelle encore M. Bideau. En plus de ses organisations internationales et de ses secteurs-clés, tels que le trading, l'horlogerie de luxe ou la parfumerie, Genève dispose de segments innovants et durables à mieux faire connaître. Des domaines qui ont fait sa fortune se réinventent sans cesse, sans toutefois oublier leur cœur de métier. On peut ici penser à des jeunes marques comme ID watch ou à des manufactures en constant renouvellement comme Caran d'Ache.

Alors, Nicolas Bideau, comment Genève peut-elle mettre en valeur le Congrès Mondial des Chambres qu'elle accueillera en 2023 sous l'égide de la CCIG ? « Il faut trouver le bon narratif, présenter cet événement comme une opportunité unique, viser le bon public cible. Je pense que des réseaux sociaux professionnels – tels que LinkedIn – peuvent être un bon vecteur de promotion ». ■

La CCIG est aussi sur Instagram



* Présence Suisse a été créée en 2001 sous la forme d'une unité administrative décentralisée rattachée au DFAE, en réaction à l'affaire des fonds en déshérence. Intégrée au secrétariat général en 2009, elle a fusionné en juin 2012 avec le Centre de compétences pour la politique étrangère culturelle.

Industrie-Genève

La crise du Covid n'a pas tout interrompu !

Les mardis soir de février, le magazine « Le Monde de Demain » sur Léman Bleu fait une multidiffusion de sa 30^e émission autour du thème « Que sont-elles devenues ? », faisant référence à des entreprises interrogées il y a deux ou trois ans. Après la présentation de certaines démarches ou de produits industriels prometteurs, il est intéressant de faire le point. D'autant plus que le Covid est passé par là, déconstruisant certains plans.

Lors de la visite de l'association Industrie-Genève en 2019, Jean Gallay SA à Plan-les-Ouates tournait à plein régime, surtout dans le secteur aéronautique. Depuis lors, les commandes ont chuté, la crise chez Boeing et, forcément, la pandémie ont eu des répercussions inévitables sur l'emploi : 40 licenciements économiques, puis un placement prolongé des collaborateurs en RHT. Heureusement, des projets reviennent, qui ont permis d'embaucher cinq employés.

Dans cette entreprise, durant le Covid, la production locale et l'innovation n'ont pas été trop affectées. Premièrement, grâce à une diversification des activités vers le médical, le ferroviaire et les véhicules à hydrogène (production pour le genevois Stor-H). Deuxièmement, grâce à des supports digitaux tels que le robot Aliéna : cette machine dotée d'intelligence artificielle, conçue avec l'Hepia, a livré des résultats probants après les premiers tests de l'époque. Ces « cobots » font un certain nombre de tâches répétitives, telles que l'incrustation de douilles sur un anneau. Des fonctions élaborées dont du contrôle qualité sont

prévues. Aliéna fait désormais partie de l'équipe R&D, formée spécifiquement pour la programmation. L'essentiel de la plus-value humaine se fait donc en amont. Une preuve que l'automatisation peut valoriser efficacement les emplois de demain. Mais de l'avis du directeur Nicolas Lavarini, « la digitalisation chez Jean Gallay ne sera jamais complète et représente davantage un appui, car la PME reste une industrie de précision classique ».

Parmi les autres entreprises visitées, il y avait la Fondation Artanim et sa start-up Dreamscape Immersive, spécialisée dans les technologies visuelles. Il y a deux ans, elle rayonnait avec ses solutions d'animation 3D. Comment la crise a-t-elle impacté ce milieu ? Comme l'explique son CEO Sylvain Chagué, Artanim a concrétisé certains projets présentés alors. Ce sera le cas durant l'année du documentaire historique « Genève 1850 » (expérience de réalité virtuelle avec la Maison Tavel). D'autres idées ont émergé, telles que le projet éducatif piloté avec l'Université de l'Etat d'Arizona. Seule l'application élaborée avec les HUG autour de la capture du mouvement par le patient lui-même est mise en suspens, au vu du contexte particulier. Sylvain Chagué croit fort au potentiel des animations 3D avec les échanges à distance et l'essor du télétravail. « La qualité des avatars permettra de combler un peu les visites ou conférences d'affaires, même si rien ne remplace les relations humaines », estime-t-il. En résumé, malgré les turbulences, certaines activités ont été freinées, d'autres peu ou pas impactées et d'autres sont apparues sous l'impulsion créatrice de la crise. ■

Pour rappel, les partenaires que sont la CCIG, l'OPI, la FTI, l'UIG et la DG DERI proposent chaque mois sur Léman Bleu une émission thématique de 12 minutes, qui fait découvrir la mutation de l'industrie genevoise. Une plongée au cœur des sociétés technologiques, pour découvrir le savoir-faire, la diversité des métiers et les talents des entreprises à la pointe du secteur.

INDUSTRIE-GENÈVE.CH
#LE MONDE DE DEMAIN

Pour voir la 28^e émission de décembre du « Monde de demain », qui portait sur le contrôle qualité, cliquez sur : tinyurl.com/lemondededemainNo28



ENQUÊTE CONJONCTURELLE

Pour porter la voix de ses Membres, la CCIG enquête !

L'Enquête conjoncturelle du printemps 2022 de la CCIG est désormais lancée auprès des entreprises membres, avec ses questions traditionnelles sur le bilan et les perspectives en termes de chiffres d'affaires ou d'emplois. En outre, des items sont consacrés aux incidences de l'abandon de l'accord-cadre européen sur les affaires des entreprises. Les réponses sont attendues jusqu'au 18 mars 2022.

L'enquête se trouve sur www.enqueteconjoncturelle.ch

ÉTUDE ÉCONOMIQUE

Les effets économiques de la pandémie sous la loupe

Sous le titre « Genève est-elle prête pour la prochaine crise ? », la 14^e Etude économique publiée par la CCIG et la BCGE, en collaboration avec l'OCSTAT, évalue l'impact de la crise sanitaire sur l'économie régionale et formule divers éléments de réflexion.

Présentée lors du 19^e Evénement économique (voir CCIGinfo de janvier 2022), l'étude a fait l'objet d'un bref compte rendu dans le CCIGinfo de décembre 2021.

Elle est encartée dans le présent numéro et peut être téléchargée sur le site de la CCIG, à l'adresse : www.ccig.ch/Publication



Agir vite avec les bons outils digitaux: un impératif pour le succès commercial des PME

Lorsqu'une opportunité se présente, il faut procéder dans l'heure. Pour ce faire, le chef d'entreprise doit être équipé de solutions efficaces qui lui permettront de se positionner rapidement avec agilité.

Connexion directe et sécurisée: la première étape

Qu'elles soient spécialisées dans la fourniture de produits ou de services, les entreprises sont amenées à gérer au quotidien des opérations multiples: facturations, encaissements, paiements, etc. Pour permettre à chaque société de simplifier ses opérations et optimiser la gestion de sa trésorerie, il lui faut un lien direct avec sa banque. Avec **Business link**, l'entreprise bénéficie de cette liaison hautement sécurisée depuis son logiciel financier jusqu'à sa banque.

Choisir un mode de facturation efficace pour optimiser les entrées de fonds

Toute activité commerciale exige la prise en charge de factures, qu'il s'agisse d'émettre, de régler ou d'encaisser. Avec la **QR-facture**, destinée à remplacer les bulletins de versement qui disparaîtront définitivement le 30 septembre 2022, l'entreprise accède à un mode de facturation normé et fiable. Elle intègre un **Swiss QR Code** qui contient toutes les informations du paiement permettant une automatisation précieuse de ses réconciliations, encaissements/créances ou du suivi de ses factures.

Avec **eBill**, les entreprises émettent des factures numériques qui sont adressées directement dans la plateforme de banque en ligne de leurs créanciers. Le payeur n'a plus qu'à les vérifier et à les valider, offrant ainsi une solution sans papier.

Passer à l'action au bon moment grâce à des solutions digitales adaptées

Afin de pouvoir être réactifs, les entrepreneurs ont besoin de disposer de plateformes permettant de consulter comptes et dépôts, d'effectuer des transactions, voire de négocier des titres à tout moment. Louis G., patron d'une PME active dans le secteur de la formation dans la région lémanique, nous



rapporte comment il a pu réaliser l'acquisition d'un système de visioconférence de première importance pour son entreprise:

"En déplacement dans le train pour affaires, j'ai reçu un sms de ma comptable qui me demandait de valider un paiement urgent. J'ai tout de suite utilisé mon application BCGE Mobile Netbanking pour confirmer le paiement en deuxième signature. L'opération a été instantanée et réconciliée avec mon logiciel comptable grâce aux outils mis à disposition par ma banque. J'ai pu ainsi agir rapidement, efficacement et au bon moment."

Accroître visibilité et chiffre d'affaires en ligne

Grâce à l'émulation des activités qu'il génère, le **e-commerce** offre lui aussi de formidables opportunités de croissance. Il existe une solution adaptée à chaque type d'entreprise à la recherche d'une plateforme disposant d'un système de paiement fiable.

Afin que digitalisation soit synonyme d'efficacité et non de complexité, la BCGE s'est dotée d'un pôle d'expertise dédié à l'accompagnement digital des professionnels. Un entretien avec les spécialistes du **Centre e-Solutions entreprises** permet de construire, avec les entrepreneurs, un cockpit de conduite financière et comptable hautement performant.

Plus d'informations ?

Tél. 058 211 21 00
(du lun. au ven. de 7h30 à 19h30,
sam. de 9h00 à 16h00
et dim. de 9h00 à 13h00)

info@bcge.ch

bcge.ch/fr/solutions-en-ligne-entreprises



Aux côtés des entrepreneurs

Agenda

Formation en management

Jeudi 3 mars 2022 de 9h à 17h

La négociation professionnelle

Jeudi 7 avril 2022 de 9h à 17h

Déléguer et responsabiliser, les bonnes pratiques managériales

Vendredi 3 et vendredi 17 juin 2022 de 9h à 17h

Prise de parole en public – d'acteur à auteur

Ces quatre formations sont organisées par Cursus Formation, en collaboration avec la CCIG, où elles auront lieu.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch



Durabilité

Mercredi 2 mars et jeudi 3 mars 2022 à 17h

FER Genève, rue de Saint-Jean 98, Genève

Forum Innovate 4 Water

La CCIG est partenaire de cet événement de deux jours qui a pour but de construire des ponts entre le secteur privé et toutes les autres parties prenantes clés, de tisser des connexions et de mettre en avant des opportunités du secteur de l'eau.

PROGRAMME ET INSCRIPTIONS : agenda.ccig.ch



Commerce international

Mardi 28 juin et mercredi 29 juin 2022

Hôtel Président Wilson, Quai Wilson 47, Genève

Switzerland - GCC Economic Forum



Ce forum est coorganisé par la CCIG et – principalement – le Gulf Cooperation Council (GCC). Il a pour but de construire des synergies entre la Suisse et les pays du GCC au travers d'échanges économiques ciblés sur des solutions à long terme et innovatives.

PROGRAMME (encore sujet à des changements) :

agenda.ccig.ch/agenda/2022/06/Switzerland-GCC-Economic-Forum

(À l'heure de mettre sous presse, les inscriptions ne sont pas encore ouvertes)



Covid oblige, la participation aux événements en présentiel se fera selon les mesures sanitaires (masque, certificat Covid, etc.) qui seront en vigueur lors de leur tenue.

PARTENAIRES

OR

SKYNIIGHT **SWISS RISK CARE**
Our independence • Your best insurance

BCGE **Groupe Mutuel** **GONET**
Assurances Versicherungen Assicurazioni BANQUIERS 1845

ARGENT

m3 GROUPE **GED - COPIEURS - IT** **swisscom** **CGNI**
devillard

m SC **SOFTFINANCE** **BeVisible** **MEDIAONE**
CONTACT GLOBAL REACH, LOCAL TOUCH

BRONZE

Allianz **Protectas** **PORTS FRANCS** **eu Business School**
EXECUTIVE TRAVEL **BALESTRAFIC** **integral** **MIGROS**
JTI **FLORIMONT** **STG** **Vitol** **TP PUBLIHEAT**

DURABILITÉ INTERNATIONAL JURIDIQUE HOSPITALITÉ INNOVATION COWORKING

SUCAFINA **P&G** **EVERSHEDS SUTHERLAND** **Hilton** **microshare** **Regus** **SPACES**
GENEVA HOTEL & CONFERENCE CENTRE Signature

Nouveau: Certificat CCIG en Commerce international

Maîtriser les instruments liés à l'exportation

Pour faciliter la vie des exportateurs, notamment les PME, la CCIG étoffe son offre de formations en lien avec le commerce international et propose désormais un **Certificat CCIG en Commerce international**. Celui-ci est délivré aux personnes qui ont suivi six des sept modules spécialisés proposés en association avec **Form-Inter**.

Ces formations s'adressent à des responsables de l'export, de la logistique ou des achats au sein de leur entreprise, jouissant d'une bonne compréhension du commerce international et souhaitant approfondir leurs connaissances.

Les cours sont assurés par des praticiens, experts dans leur domaine d'intervention. Le module concernant l'origine préférentielle est délivré par la Douane Ouest à Genève de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.

Un programme en sept modules

Le cycle de formations comprend sept modules (il est possible de n'en suivre que quelques-uns) :

- Les différents modes de transport
- Tout ce que vous devez savoir sur la TVA européenne !
- Les Incoterms®, leur signification et usage
- Les principaux modes de paiement dans le commerce international
- Douanes : tarif, procédures et régimes douaniers, comment maîtriser les différents outils de la douane
- Comment bien assurer ses exportations
- Les accords de libre-échange et l'origine préférentielle

La présence à chacun de ces modules donne lieu à la remise d'une attestation de participation. Les personnes qui auront assisté à l'ensemble du parcours de formation (hors formation pratique délivrée par les douanes) se verront décerner un Certificat CCIG en commerce international.

POUR EN SAVOIR PLUS ET CONNAÎTRE LES DATES
DES PROCHAINES FORMATIONS : www.ccig.ch/form-inter



IMPRESSUM

CCIGinfo

Bulletin d'information destiné aux Membres de la CCIG.
Paraît 11 fois par an, 3800 exemplaires

Responsable d'édition :

Alexandra Rys

Rédaction :

Marguerite Bouillet, Fabienne Delachaux, Nicolas Grangier, Béatrice Ojeda, Alexandra Rys, Erik Simonin, Morgan Tinguely

Publicité :

HP media SA, tél. 022 786 70 00

Conception : ROSS graphic design

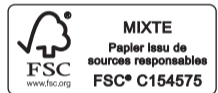
Impression : Atar Roto Presse SA, Satigny

Informations : publications@ccig.ch



Maison de l'économie

Bd du Théâtre 4 - 1204 Genève
Tél. + 41 (0)22 819 91 11
Fax + 41 (0)22 819 91 00
www.ccig.ch



Grands Prix de l'économie : Ouverture des candidatures

Les entreprises genevoises sont invitées à déposer leur dossier pour concourir à l'obtention du Prix de l'économie genevoise, du Prix de l'innovation ou du Prix de l'égalité.

Règlement des Prix et dépôt des candidatures sur : www.ccig.ch/Portrait/Grands-Prix-economie



Date limite de dépôt des candidatures : **1^{er} mars 2022.**

Le public peut également soumettre la candidature d'une ou plusieurs entreprises, pour l'un ou l'autre des Prix.

Les Prix seront remis le 20 septembre prochain.

